

Ariela Peralta Distefano

I. ETUDES

DIPLÔMES

Master en études légales internationales (<i>LL.M. in International Legal Studies</i>) Spécialisation: Protection internationale des droits de l'homme American University (Washington College of Law) Washington, D.C., Etats-Unis	2005
Notaire assermentée Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la República Oriental del Uruguay Montevideo, Uruguay	1990
Avocate Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la República Oriental del Uruguay Montevideo, Uruguay	1987
Avouée Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la República Oriental del Uruguay Montevideo, Uruguay	1985

ATTESTATIONS

<u>Deuxième journée: Procès contre le terrorisme d'Etat. Dialogues entre l'académie, les organisations sociales et l'Etat</u> Faculté de psychologie, Faculté de droit et des sciences sociales et Observatoire Luz Ibarburu Montevideo, Uruguay	2015
<u>Séminaire Raphael Lemkin, Prévention du génocide et des atrocités de masse</u> Réseau latino-américain, Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation Santiago de Chili, Chili	2015
<u>Etudes relatives à la mémoire récente. Centre de la mémoire Nelson Mandela</u> En font partie des leaders et des agents du changement de dix pays. Global Leadership Academy (GIZ) et Fondation Nelson Mandela Eschborn et Johannesburg, Afrique du Sud	2014
<u>Cours d'été en droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire</u> Washington College of Law, American University, Washington, D.C., Etats-Unis	2005
<u>Justice transitionnelle et déclaration de responsabilité par les Etats</u> Attestation d'assiduité délivrée par le Programme Hubert H. Humphrey et l'American University Washington, D.C., Etats-Unis	2005
<u>Attestation certifiant la fin des études universitaires et de développement professionnel</u> du cadre du Programme Hubert H. Humphrey Washington College of Law, American University, Washington, D.C., Etats-Unis	2004-2005
<u>Cours de formation en droit international des droits de l'homme et en diplomatie</u> Service international des droits de l'homme Genève, Suisse	2000

Premier cours-atelier sur les droits des femmes: renforcement de leur promotion et de leur protection internationale

Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH)

San José de Costa Rica, Costa Rica

1999

Premier cours latino-américain sur les droits des enfants et des adolescents: défense juridique et Système interaméricain de protection des droits de l'homme

Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH)

San José de Costa Rica, Costa Rica

1999

Cours international relatif à la protection des droits de l'homme des juges, juristes et autres agents légaux, Académie de droit international de La Haie et Institut hollandais des droits de l'homme

Université d'Utrecht, Pays-Bas

1998

Premier forum régional d'organisations non gouvernementales en matière de démocratisation de la justice

Buenos Aires, Argentine

1998

Attestation de résultats académiques du cadre du XVI^e Cours interdisciplinaire en droits de l'homme

Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH)

San José de Costa Rica, Costa Rica

1998

LANGUES

Espagnol: langue maternelle

Anglais: maîtrise des compétences de compréhension et de production orale et écrite

Italien: compréhension écrite

Portugais: compréhension écrite

II. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Présidente de l'Institut national des droits de l'homme et de défense du peuple (INDDHH)

Uruguay

2016-jusqu'à présent

Membre du Conseil directeur de l' Institut national des droits de l'homme et de défense du peuple* Uruguay

2016-jusqu'à présent

*L'INDDHH est un organisme national autonome qui a pour mission de défendre, de promouvoir et de protéger l'ensemble des droits de l'homme reconnus par la Constitution et par le droit international. Il a été créé en application de la loi N° 18.446 de 2008, conformément aux Principes de Paris. Son premier Conseil directeur a pris ses fonctions le 22 juin 2012. Il est tenu, entre autres, de suggérer des mesures correctrices, de formuler des recommandations non contraignantes et de connaître des plaintes en violation des droits de l'homme. Dans l'exercice de ses fonctions, il peut, notamment, effectuer des visites d'inspection, avec ou sans avis préalable, dans tout site ou secteur d'activité des organismes et entités relevant de sa compétence, demander des rapports, examiner des dossiers et tous documents, engager des poursuites pénales, intenter tous recours, y compris *l'habeas corpus* ou le recours en protection; accéder, avec ou sans avis préalable, aux lieux de détention, hôpitaux, établissements militaires ou autres où seraient retenues ou internées des personnes privées de la liberté. Dans le cadre de sa vaste mission, l'INDDHH est compétent pour recommander l'harmonisation des dispositions légales et des pratiques institutionnelles avec les obligations et directives internationales en matière des droits de l'homme, rédiger des rapports sur la situation des droits de l'homme au niveau national, départemental ou zonal, connaître et statuer sur les allégations de violation des droits de l'homme à la demande d'une partie ou d'office, émettre des avis sur des projets de loi, proposer la prise de mesures conservatoires d'urgence afin de faire cesser la violation présumée des droits de l'homme et/ou d'empêcher la réalisation ou l'augmentation du dommage, fournir des informations et diffuser largement

les droits de l'homme et l'éducation en matière des droits de l'homme. Il remplit également la fonction de dispositif national de prévention de la torture, en application du Protocole facultatif de la Convention contre la torture et autres mauvais traitements et peines cruelles, inhumaines ou dégradantes.

Directrice académique

Diplôme supérieur: "Droits de l'homme, démocratie et Etat de droit"

Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), Uruguay

2014-jusqu'à présent

Directrice exécutive adjointe et Directrice de la Région des Andes, de l'Amérique du Nord et des Caraïbes

Centre pour la justice et le droit international (CEJIL)

Washington D.C., Etats-Unis

2006-2012

* Le poste de Directrice exécutive adjointe comprenait la direction de tous les secteurs d'activité de cette organisation. En cas de violation ou de manquement par l'Etat aux droits de l'homme, la Directrice exécutive et la Directrice exécutive adjointe sont tenues de saisir la Commission et la Cour interaméricaine des droits de l'homme, afin d'assurer la réparation et d'adopter les modifications des politiques publiques et/ou légales pour empêcher que de telles violations puissent se reproduire.

* Mission du Centre pour la justice et le droit international: contribuer à la jouissance des droits de l'homme dans les Amériques par l'utilisation efficace du Système interaméricain des droits de l'homme (SIDH), et de l'ensemble des dispositifs de protection internationale. Le CEJIL vise à promouvoir la pleine démocratie dans tous les pays des Amériques, afin que les droits de tous, femmes et hommes, y soient respectés; afin que les personnes y soient libres, à l'abri de la peur et de la misère, conformément aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à celles du préambule à la Convention américaine des droits de l'homme.

* Objectifs du CEJIL: 1) contribuer à réduire les écarts d'inégalité et d'exclusion dans la région, pour garantir le droit à l'égalité et le respect de la dignité des personnes; 2) répondre face aux graves violations des droits de l'homme qui portent atteinte à la vie, à l'intégrité et à la sécurité de différentes personnes et favoriser l'exercice de la justice; 3) contribuer au renforcement des démocraties, en particulier, l'Etat de droit et les institutions démocratiques de contrôle, les systèmes d'administration de la justice, la société civile, les défenseurs, hommes et femmes, des droits de l'homme et autres agents sociaux importants; 4) contribuer à accroître l'efficacité du Système interaméricain, en favorisant en particulier l'accès égalitaire de toutes les personnes à ses dispositifs de protection, aux améliorations introduites dans son fonctionnement et à l'observation stricte de ses décisions.

Affaires remarquables dont le CEJIL a été saisi:

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Rodríguez Vera *et al.* (Disparus du Palais de Justice) contre la Colombie. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 14 novembre 2014. Série C N° 287.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Uzcátegui *et al.* contre le Venezuela. Motifs et réparations. Jugement rendu le 3 septembre 2012. Série C N° 249.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire González Medina et sa famille contre la République dominicaine. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 27 février 2012. Série C N° 240.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire famille Barrios contre le Venezuela. Motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 24 novembre 2011. Série C N° 237.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Gelman contre l'Uruguay. Motifs et réparations. Jugement rendu le 24 février 2011 Série C N° 221.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Gomes Lund *et al.* ("Guerrilha do Araguaia") contre le Brésil. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 24 novembre 2010. Série C N° 219.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Anzualdo-Castro contre le Pérou. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 22 septembre 2009. Série C N° 202.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Massacre Rochela contre la Colombie. Motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 11 mai 2007. Série C N° 163.

* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire La Cantuta contre le Pérou. Motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 29 novembre 2006. Série C N° 162.

Consultante au niveau national concernant les politiques législatives en matière des droits de l'homme

Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Union interparlementaire
Montevideo, Uruguay 2005-2006

Officier du Programme pour les Amériques

Association pour la prévention de la torture (APT)
Genève, Suisse 2004

Directrice du Programme de promotion et de défense des droits civils et politiques

Service de paix et justice (SERPAJ-Uruguay)
Montevideo, Uruguay 1994-2004

Secrétaire exécutive

Service de paix et justice pour l'Amérique latine (SERPAJ-AL)
Montevideo, Uruguay 1998-2002

* SERPAJ: L'Amérique latine jouit d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Avocate consultante de l'ONG

Equipe *Travesía*, Programme alternatif de la privation de la liberté des adolescents, vie et éducation
Montevideo, Uruguay 1996-1998

Membre de la

Commission de défense des droits des enfants et des adolescents
Ordre des avocats de l'Uruguay (CAU) et UNICEF
Montevideo, Uruguay 1996-1998

Avocate du

Centre de promotion des droits des enfants et des adolescents, Ordre des avocats de l'Uruguay
Montevideo, Uruguay 1996-1998

Exercice libéral de la profession

Avocate et notaire, travail *pro-bono*
Montevideo, Uruguay 1987-2004

III. PRÉSENTATIONS PROFESSIONNELLES

Conférences, cours universitaires et présentations de livres

“La ratification et l'internalisation des traités internationaux des droits de l'homme dans la législation nationale: défis et opportunités de la région”, Séminaire régional à l'intention des membres des Commissions parlementaires des droits de l'homme. Bureau régional pour l'Amérique du Sud du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Ecole de gouvernement du parlement uruguayen, Chambre des députés, Pouvoir législatif, Colonia del Sacramento, Uruguay, 6-7 avril 2017

La pensée de Hannah Arendt, Bibliothèque nationale de l'Uruguay, 30 mars 2017

Journée de réflexion sur la coexistence des citoyens, Présidence de Chambre des députés de l'Uruguay et INDDHH, 7 mars 2017

“Vers l'égalité des sexes dans la représentation internationale”, XIIIe Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et aux Caraïbes, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Montevideo, Uruguay, 27 octobre 2016

“Le système universel et le système interaméricain de protection des droits de l'homme”, Droits de l'homme. Bureau du Procureur général de la nation. Centre de formation. Montevideo, Uruguay, 27 octobre 2016

“Les enjeux de la planification de la prévention afin d'harmoniser les efforts institutionnels” in Cours de formation sur les dispositifs internationaux et régionaux d'alerte précoce et politiques publiques pour la prévention des atrocités de masse. Organisé par l'Université Externado de Colombie et par l'Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation, avec la collaboration du Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide des Nations Unies, Bogota, Colombie, 14-17 septembre 2016

“Les règles de Mandela”. Les nouvelles règles internationales sur les droits de l'homme et les prisons, dénommées “Les règles de Mandela”. Chambre des sénateurs, Pouvoir législatif, Montevideo, Uruguay, 23 juin 2016

“Concentration des médias et lois relatives à la communication audiovisuelle dans la région”. Conférence annuelle de l'organisation News Ombudsmen (ONO) et IVe Séminaire ibéro-américain de défenseurs/Ouvidorias, Buenos Aires, Argentine, avril 2016

“La dimension essentielle de l'Etat de droit”, Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la Republica, Montevideo, Uruguay, avril 2016

“Atrocités de masse et violations des droits de l'homme en Amérique latine dans les années 70 et 80”, Texas Christian University. Découverte de la citoyenneté mondiale, Fort Worth, Texas, Etats-Unis, mars 2016

“Dialogue sur les institutions publiques du domaine des droits de l'homme au sein du Mercosur”, table ronde organisée par l'Institut des politiques publiques en matière des droits de l'homme du Mercosur et par l'Ambassade du Brésil en Argentine, Buenos Aires, Argentine, 25 septembre 2016

“Vers de nouvelles défenses. L'enjeu de leur mise en œuvre, de leur durée et de leurs incidences”, Congrès latino-américain des défenseurs lors des audiences, Cartagena de Indias, Colombie, 23-25 novembre 2016

“Possibilités des défenseurs du peuple pour promouvoir le respect des décisions des organes du Système interaméricain: l'expérience uruguayenne”. La mise en œuvre des décisions des organes du Système interaméricain et l'administration de justice: synergies, tensions et possibilités. Séminaire international, Centre pour la justice et le droit international, San José de Costa Rica, Costa Rica 24-25 novembre 2014

“Droit à une vie à l'abri de la violence. Une loi intégrale, contribue-t-elle à la jouissance de ce droit? ”, Genre et autonomie: l'exercice des droits, Montevideo, Uruguay, décembre 2013

“La chaîne pro bono: Communauté légale et accès à la justice”, dans le cadre du Séminaire international “Profession légale et pro bono: renforcement de l'accès à la justice”, organisé par la Fondation Pro Bono Chili et par le Centre Cyrus Vance de l'Association du barreau de New York. Santiago du Chili, Chili, avril 2011

“Sauvegardes pour prévenir les disparitions et la torture”, dans le cadre des visites effectuées aux centres de détention pour la promotion de la collaboration. Réunion d'experts organisée pour discuter des conditions déplorables de privation de la liberté dans les établissements de détention dans le monde entier. Réunion organisée conjointement par l'American University, le Washington College of Law et l'Association pour la prévention de la torture, Washington D.C., Etats-Unis, mars 2011

“Le rapport de l'Union européenne aux dispositifs régionaux des droits de l'homme” in L'Union européenne. Les instruments des droits de l'homme et le Traité de Lisbonne: le jeu d'Etat et le chemin futur. 12e Forum des organisations non gouvernementales des droits de l'homme de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique, juillet 2010

“Affaire Gelman contre l'Uruguay” in Premières journées des politiques publiques des droits de l'homme: mémoire, justice, réparation, organisées par l'Ecole de psychologie, Universidad de la República Oriental del Uruguay et coparrainée par l'Association des anciens prisonniers politiques de l'Uruguay (CRYSOL) et par l'Association ¿Dónde están? (Où sont-ils?)-France; Montevideo, Uruguay, juin 2010

“Etude de quatre affaires pour promouvoir la défense des femmes en Afrique”, Réunion organisée par INTERIGHTS, Dar es Salaam, Tanzanie, 2010

“Surveillance démocratique”, le rôle du suivi démocratique dans la lutte contre la corruption. L'expérience péruvienne. Activité organisée par la Banque mondiale; Washington D.C., Etats-Unis, novembre 2007

“Cadres légaux”, des processus de démobilisation en Colombie. Organisé par la Commission latino-américaine du parlement suédois, Stockholm, Suède, mai 2007

“Justice, vérité et réparation”, en matière de disparition forcée. Expériences comparées, Universidad del Rosario, Fondation sociale et al., Bogota, Colombie, septembre 2006

“Loi de justice et de paix”. Mission spéciale en Colombie pour examiner le projet de loi présenté par l'exécutif auprès du parlement. Conclusions de la Mission présentées à une commission spéciale du parlement suédois, Stockholm, Suède, juillet 2005

“Les droits des femmes: renforcement de leur promotion et de leur projection internationale”. Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) et Centre pour la justice et le droit international (CEJIL), (Présentation du livre). Ministère de l'éducation et de la culture, Montevideo, Uruguay, mars 2005

“Les principaux débats du domaine des droits de l'homme”, Atelier de dialogue parlementaire: instruments et contributions pour le renforcement du travail parlementaire, Montevideo, Uruguay, février 2005

“Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: Un manuel pour la prévention”. Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH). Association pour la prévention de la torture (APT). Sous les auspices d'Amnistie internationale (AI), New York, Etats-Unis, octobre 2004

“Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: Un manuel pour la prévention”. Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH). Association pour la prévention de la torture

(APT). Coparrainé par le Washington College of Law, l'Académie des droits de l'homme et du droit humanitaire, American University, Etats-Unis, octobre 2004

“Guide de suivi des centres de détention pour la protection contre la torture”, IIIe Assemblée générale du réseau des institutions nationales des Amériques. Sous les auspices de l'Association pour la prévention de la torture, (APT) et du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Buenos Aires, Argentine, juin 2004

“Séminaire: impunité et la Cour pénale internationale, Mise en œuvre du Statut de Roma en Uruguay”, Amnistie internationale (AI) -Section Uruguay, Montevideo, Uruguay, octobre 2003.

“Quelle démocratie souhaitons-nous?”, violations graves des droits de l'homme et leurs conséquences en Uruguay, Forum social uruguayen, Montevideo, Uruguay, novembre 2002.

“Conséquences de l'impunité en Uruguay”, Forum social uruguayen, Montevideo, Uruguay, novembre 2002

“Les valeurs des Uruguayens”, Université catholique Dámaso A. Larrañaga (UCUDAL), Montevideo, Uruguay, septembre 2002

“Réparation intégrale des victimes de graves violations des droits de l'homme”, dialogue entre les forces armées et la société civile au Paraguay, Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), San José, Costa Rica, 2002

“Le cas de l'Uruguay”, Séminaire international: mémoire, torture, réparation et prévention. Commissions de la vérité. Commission mexicaine des droits de l'homme, District fédéral, Association pour la prévention de la torture et autres mauvais traitements, Mexico D.F., Mexique, 2002

“Enjeux des droits de l'homme au XXIe siècle”. Session extraordinaire convoquée par la Haute Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme. Mme Mary Robinson, Montevideo, octobre 2001

“Droits de l'homme et droit pénal”, VIe Congrès de droit pénal et de criminologie, Université de la République (UDELAR), Atlántida, Uruguay, septembre 2001

“Séminaire Culture de la paix”, Service paix et justice Amérique latine (modératrice). Montevideo, Uruguay, mars 2001

“Le système pénitentiaire uruguayen”, Ier Congrès d'exécution pénale à l'échelle des états fédéraux. Institut interaméricain des droits de l'homme, Amnistie internationale-Section Brésil, Réforme pénale internationale, PUC/rs, Porto Alegre, Brésil, 1999

“Voix vitales des femmes en démocratie”, présentation de Mme Hillary Rodham Clinton, Montevideo, Uruguay, octobre 1998

INVITATIONS SPÉCIALES (depuis ces cinq dernières années)

*Renforcement des instruments des Nations Unies: quelle stratégie applicable à la révision 2020
Genève, Suisse, mai 2017

* Conférence sur la lutte anti-impunité des crimes complexes. Expériences de la Cour pénale internationale et de l'Argentine Ministère des relations extérieures et du culte de la République argentine, Buenos Aires, Argentine, 20 avril 2017

* Séminaire sur le système de justice créé par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Ministère de la justice et des droits de l'homme de la République argentine et Parlementaires pour l'action globale, Chambre des députés de l'Argentine, Buenos Aires, Argentine, décembre 2016

* Séminaire parlementaire: Appui à la Cour pénale internationale: Dire non à l'impunité des crimes internationaux, dire oui à la réparation des victimes - Chambre des sénateurs de la République Orientale de l'Uruguay et Parlementaires pour l'action globale, Montevideo, Uruguay, septembre 2016

* Séminaire Raphael Lemkin sur la prévention du génocide et des atrocités de masse, Réseau latino-américain, Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation, Santiago du Chili, Chili, mai 2015.

* Seminario Raphael Lemkin sur la prévention du génocide et des atrocités de masse, Réseau latino-américain, Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation, Osweicim, Pologne, octobre 2014.

* Mandela, Travaux sur la mémoire récente -Troisième dialogue, Phnom Penh, Cambodge, juillet 2014.

* Mandela, Travaux sur la mémoire récente -Deuxième dialogue, Berlin, Allemagne, mars 2014.

* Mandela, Travaux sur la mémoire récente -Premier dialogue, Eschborn et Johannesburg, Afrique du Sud, novembre 2013.

IV. MEMBRE D'ASSOCIATIONS*

* Participation fréquente à des séminaires et présentations sur des questions relatives aux crimes contre l'humanité, aux droits de genre, à la violence contre les femmes, aux droits des enfants et des immigrés, à la torture et autres mauvais traitements, à la promotion de la vérité, à la justice et à la réparation en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Amérique latine.

Membre désigné, Centre de la mémoire, Fondation Nelson Mandela, GIZ Global Leadership Academy, et Centre de la mémoire Nelson Mandela 2013-jusqu'à présent

Membre désigné, Conseil académique consultatif bénévole de l'Ecole internationale de politiques publiques en matière des droits de l'homme de l'IPPDH-Mercosur 2015-jusqu'à présent

Membre et enseignante, Prévention du génocide et des atrocités de masse, Réseau latino-américain, Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation (AIPR) 2014-jusqu'à présent

GQUAL-Conseillère en stratégie, campagne pour l'égalité des sexes dans la représentation internationale dans les tribunaux 2014-jusqu'à présent

Membre désigné, collaboration régionale Sud-Sud. Groupe de mise en commun des expériences des systèmes internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme 2012-jusqu'à présent

Juge, 15^e Concours interaméricain des tribunaux de défense des droits de l'homme, Académie des droits de l'homme et du droit humanitaire, American University, Washington College of Law, Washington, D.C., Etats-Unis 2010

Juge, 11^e Concours interaméricain des tribunaux de défense des droits de l'homme, Académie des droits de l'homme et du droit humanitaire, American University, Washington College of Law, Washington, D.C., Etats-Unis 2006

V. BOURSES ET DISTINCTIONS

Bourse totale, Hubert H. Humphrey-Fulbright, accordée par l'Institut de l'éducation internationale (IIE) et par le Réseau des universités des Etats-Unis, avec le soutien du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, de l'American University, Washington College of Law (WCL), Washington D.C., Etats-Unis 2004-2005

Attestation de reconnaissance de la réussite des études universitaires et du parcours professionnel à la Faculté de droit et des sciences sociales, Washington College of Law, American University Programme Hubert H. Humphrey, Washington D.C., Etats-Unis	2004-2005
Bourse totale, Centre pour la justice et le droit international (CEJIL), obtention du prix accordé à un travail de recherche sur les droits des femmes. Bourse coparrainée par le CEJIL et l'IIDH, Washington D.C., Etats-Unis	2002
Bourse totale, Cours de formation à Genève en Droit international des droits de l'homme et en diplomatie, Service international des droits de l'homme (ISHR) Genève, Suisse	2002
Bourse totale, II ^e Cours sur les droits des femmes: renforcement de leur promotion et de leur protection, Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) San José de Costa Rica, Costa Rica	1999
Bourse totale, I ^{er} Cours sur les droits des femmes: renforcement de leur promotion et de leur protection, Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) San José de Costa Rica, Costa Rica	1999
Bourse, Cours de spécialisation sur les droits des enfants, garçons et filles, Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), San José de Costa Rica, Costa Rica	1999
Bourse, Cours international sur la protection des droits de l'homme à l'intention des juges, avocats et autres agents de la loi, Académie de droit international de La Haie et Institut hollandais des droits de l'homme Université d'Utrecht, Pays-Bas	1998
Bourse, XVI ^e Cours interdisciplinaire en droits de l'homme, Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), San José de Costa Rica, Costa Rica	1998

VI. AFFILIATIONS

Réseau latino-américain pour la prévention du génocide et des atrocités de masse	2014- jusqu'à présent
Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation	2013-jusqu'à présent
Fondation Nelson Mandela	2013-jusqu'à présent
Bourse Hubert H. Humphrey, Commission Fulbright	2004-jusqu'à présent
Service de paix et de justice - Amérique latine	1997-jusqu'à présent
Association des notaires de l'Uruguay	1990-jusqu'à présent
Ordre des avocats de l'Uruguay	1989-jusqu'à présent

VII. PUBLICATIONS

“Complicidad Económica y Derecho Uruguayo” (co-auteur), in *El Negocio del Terrorismo de Estado. Los Cómplices Económicos de la Dictadura Uruguaya*. Bohoslavsky, J. P. (Coordinateur). Editorial Sudamericana, Montevideo, Uruguay (2016).

“Capítulo Uruguay” in *Federación Iberoamericana de Ombudsman. XIII Informe sobre Derechos Humanos. Transferencia e Información Pública*. Escobar G. (Director). Trama Editorial, Madrid, Espagne (2015).

“Derechos Humanos y Política en el Ciclo Electoral” in *Políticas en Tiempos de Mujica III a un Año de las Elecciones Nacionales*. Instituto de Ciencias Políticas de la Facultad de Ciencias Sociales. Estuario Editoras, Montevideo, Uruguay (2014).

“Contribuciones a una Política Anti-Tortura en Uruguay” (co-auteur), in *Próximos pasos hacia una política penitenciaria de derechos humanos en Uruguay. Ensayos de Seguimiento a las Recomendaciones de 2009 y 2012 de la Relatoría de Naciones Unidas contra la Tortura*. American University, Washington College of Law, Centre des droits de l’homme et du droit humanitaire, Initiative anti-torture. Washington D.C., Etats-Unis (2014).

“La Sentencia de la Corte Interamericana en el Caso Gelman vs. Uruguay” in *Derechos Humanos en el Uruguay. Informe 2011*; Montevideo, Uruguay SERPAJ (2011).

“El Caso Gelman y los Desafíos a la Ley de Caducidad” in *Luchas Contra la Impunidad. Uruguay 1985-2011*. Ediciones Trilce, Montevideo, Uruguay (2011).

“Salvaguardas para Prevenir la Tortura y la Desaparición” in *Visitas a los Lugares de Detención: Promoviendo la colaboración*. College of Law de l’American University et Association pour la prévention de la torture, Washington D.C., Etats-Unis (2011).

“Las víctimas no Deben Seguir Implorando”, article de presse, hebdomadaire *Brecha*, année 26, N° 1306, Montevideo, Uruguay (2010).

“Ni el presidente ni la voluntad popular”, article de presse, hebdomadaire *Brecha*, année 25, N° 1252, Montevideo, Uruguay (2009).

La Tortura en el Derechos Internacional- Guía de Jurisprudencia (co-auteur), Centre pour la justice et le droit international et Association pour la prévention de la torture, Genève, Suisse (2008).

Investigación Histórica sobre Detenidos Desaparecidos en el Uruguay, en cumplimiento con el Artículo 4 de la Ley N° 15.848, étude demandée par la Présidence de la République (co-auteur). Rico, A. (Coordonnateur). Montevideo, Uruguay (2007).

“Estándares de Derechos Humanos Relativos a la Justicia (No Impunidad y Proporcionalidad)” in *Desaparición forzada, política criminal y procesos restaurativos. Dilemas y desafíos de la verdad, la justicia y la reparación en el contexto colombiano*, Fondation sociale et al., Bogota, Colombie (2006).

“Estudio sobre Armonización Legislativa conforme a los Tratados de Derechos Humanos ratificados por Uruguay u otras Normas Legales con Fuerza vinculante” (Révision et commentaires), Ed. du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l’homme et du Programme des Nations Unies pour le développement, Montevideo, Uruguay (2006).

Monitoreo de los Lugares de Detención: una Guía Práctica (traductrice en espagnol), Association pour la prévention de la torture, Genève, Suisse (2005).

“El caso de Uruguay”, Séminaire international: mémoire, torture, réparation et prévention. Commissions de la vérité. Commission mexicaine des droits de l’homme, District fédéral; Association pour la prévention de la torture et autres mauvais traitements, Mexico D.F., Mexique (2003).

“No hay más ley que la impunidad”, article de presse, hebdomadaire *Brecha*, année 19, N° 941, 10, Montevideo, Uruguay (2003).

Derechos Humanos en el Uruguay. Informe 2003. (co-éditrice); Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2003.

“El derecho a la Libertad de Expresión” in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2003* (co-auteur); Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2003.

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad, y a la Integridad Física” in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2003*; Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2003.

“Nixon: Brasil ayudó a manipular las elecciones uruguayas de 1971” (participation au travail de recherche et à la traduction); The National Security Archives, George Washington University, éditeur Carlos Osorio, 2002.

La protección de los Derechos Humanos de las Mujeres y de las Niñas en el Sistema Interamericano, in *Gazeta 15*, (collaboratrice), CEJIL ed. Washington D.C., Etats-Unis (2002).

“Reparación integral a las víctimas de graves violaciones a los Derechos Humanos” in *Diálogo para la Vida en Democracia: Relaciones entre las Fuerzas Armadas y la Sociedad Civil en Paraguay*, Publication à l'issue de la conférence, Institut interaméricain des droits de l'homme, San José de Costa Rica, Costa Rica (2002).

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad y a la Integridad Física” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2002*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2002.

“El derecho a la No Discriminación” in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2002*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2002.

“Derechos Económicos, Sociales y Culturales” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2002*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2002.

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad y a la Integridad Física” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2001*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2001.

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad y a la Integridad Física” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2000*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2000.

“Derechos de los Niños, Niñas y Adolescentes” in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 2000*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2000.

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad y a la Integridad Física” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 1999*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 1999.

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad y a la Integridad Física” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 1998*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 1998.

“Derechos de los Niños, Niñas y Adolescentes” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 1998*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 1998.

“Derechos de los Niños, Niñas y Adolescentes” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 1997*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 1997.

“El derecho a la Vida, a la Seguridad, a la Libertad y a la Integridad Física” (co-auteur) in *Derechos Humanos en el Uruguay, Informe 1997*. Montevideo, Uruguay: SERPAJ 1997.